

Etablissements dangereux
insalubres ou incommodes

2ème Classe

N° 9574
C : 305

Arrêté préfectoral N° 75 DAGR 2EG 136 portant ouverture d'enquête de commodo et incommode sur la demande présentée par la Société BAUDELOT-MATERIAUX à l'effet d'être autorisée à poursuivre l'exploitation d'une usine de fabrication de produits réfractaires située à MONTEREAU FAULT YONNE, 40 route de la Grande Paroisse.

Le Préfet de Seine-et-Marne
Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU la loi du 19 décembre 1917 modifiée, relative aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes ;

VU le décret du 1er avril 1964 et notamment les articles 8 et 9 ;

VU la demande formée par la Société BAUDELOT MATERIAUX dont le siège social est à PANTIN, 93 rue Cartier Bresson

à l'effet d'obtenir l'autorisation de poursuivre l'exploitation d'une usine de fabrication de produits réfractaires située à MONTEREAU FAULT YONNE, 40 route de Grande Paroisse

VU les propositions du maire de MONTEREAU FAULT YONNE ET du Sous-Préfet de PROVINS
Considérant que cet établissement est rangé dans la deuxième classe des établissements dangereux, insalubres ou incommodes aux rubriques n° 156-B-a et 89 bis-1° de la nomenclature annexée à la loi susvisée ;

A R R E T E :

ARTICLE 1er.- La demande ci-dessus visée sera soumise à une enquête dans les formes déterminées par la loi du 19 décembre 1917, modifiée. Le dossier sera déposé à la mairie de Montereau Fault Yonne pendant quinze jours du 7 juin 1975 au 21 juin 1975 inclusivement, pour que les habitants puissent en prendre connaissance sur place aux heures d'ouverture de la mairie.

A l'expiration de ce délai, un commissaire-enquêteur recevra à la mairie de Montereau Fault Yonne le 22 juin 1975 de 9 heures à 12 heures les déclarations qui pourront être faites relativement au projet de l'installation de l'établissement prévu.

Ces délais seront portés à la connaissance des habitants de la commune par voie d'affiches qui seront apposées par les soins du maire et aux frais de l'industriel à la mairie, dans le voisinage de l'établissement projeté et aux emplacements habituels d'affichage.

Il sera justifié de l'accomplissement de ces formalités par un certificat du maire.

Les affiches devront contenir les indications suivantes : nature de l'industrie, classe à laquelle elle appartient, emplacement sur lequel l'exploitation doit avoir lieu, date de l'ouverture et durée de l'enquête, désignation du commissaire-enquêteur et faisant connaître :
1° si les eaux résiduaires de l'établissement doivent être déversées après épuration ou non dans un milieu naturel, dans des égoûts autorisés ou dans des puits absorbants ou encore par épandage sur le sol ;
2° si les eaux résiduaires doivent servir à l'irrigation, auquel cas la servitude d'aqueduc sera appliquée et réglée par les articles 123, 124 et 125 du code rural

ARTICLE 2.- Après la clôture de l'enquête, le commissaire-enquêteur convoquera dans la huitaine, l'industriel, et lui communiquera, sur place, les observations écrites ou orales consignées dans son procès-verbal en l'invitant à produire, dans un délai maximum de quinze jours, un mémoire en réponse. Le commissaire-enquêteur rédigera, dans la huitaine suivante, un avis motivé et enverra le dossier à la préfecture, accompagné des certificats de publication et d'affichage de l'avis annonçant l'ouverture de l'enquête.

ARTICLE 3.- M. **Robert DURAND** demeurant à **Montereau Fault Yonne, 50 rue Jean Jaurès** est nommé commissaire-enquêteur. Il procédera en cette qualité, conformément aux dispositions ci-dessus prescrites.

ARTICLE 4.- Ampliation du présent arrêté sera adressée au maire de **Montereau Fault Yonne** chargé d'en assurer l'exécution en ce qui le concerne et de le notifier au commissaire-enquêteur, ainsi qu'au pétitionnaire.

MELUN, le **27 MAI 1975**

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Signé : Michel MOSSER

Destinataires :

- la Société BAUDELOT-MATERIAUX
- le Sous-Préfet de Provins
- le Maire de Montereau Fault Yonne
- l'Ingénieur Général des Mines, Chef de l'arrdt. minéralogique de Paris, Inspecteur des établissements classés
- M. Robert DURAND, Commissaire-enquêteur



POUR AMPLIATION
Pour le Secrétaire Général et par délégation
le Chef de Bureau,

Y. Breton